

## Chapter 4 : LES PROCESSUS DE TRANSFORMATION

*Aujourd'hui n'est que le souvenir d'hier et demain, le rêve d'aujourd'hui*

Khalil Gibran

### LE CHANGEMENT D'ECHELLE. L'ECLATEMENT DES RELATIONS

Le bâti traditionnel, partie intégrante et vivante des « actes de l'histoire » (1), cumule et donne à voir plus ou moins clairement tous les signes et traces des époques qu'il a vécues, mais aussi ceux qui étaient déjà sédimentés dans la société l'ayant édifié. Le bâti traditionnel qui nous est parvenu recouvre donc une représentation matérielle d'un long et dense parcours historique des individus et des sociétés. Comme tout parcours, il est teinté par le caractère des différentes périodes, par les relations et les événements. On considérera donc le terme processus comme un suivi de faits et phénomènes qui agissent sur le bâti et qui intègrent sa transformation. Celle-ci pouvant être plus ou moins progressive ou brusque, plus ou moins superficielle ou profonde.

*Depuis toujours, des changements se sont enracinés dans le bâti traditionnel.  
Ils ont été d'ailleurs un signe de sa vitalité*

Par transformation, nous entendons ici les changements observés sur le bâti dans une période de temps considérée. Ces changements pouvant être aussi bien d'usage que de forme ou d'aspect. Cette transformation pourra être, selon les cas, réversible ou irréversible.

Tant le processus que la transformation sont toujours associés à l'architecture traditionnelle. Nous voulons dire par là que, depuis toujours, des changements se sont incrustés sur le bâti traditionnel. Certes, en général ces transformations étaient très lentes, souvent bien distancées dans le temps, et devenaient seulement « exceptionnellement » perceptibles pour une génération. Ce qui est devenu exceptionnel de nos jours, c'est la vitesse, la concentration, la capacité et la puissance des processus de transformation actuels. Ce qui était, pour le bâti traditionnel, salubre et tonifiant est devenu malade et débilitant. Ce qui était autrefois une évolution assimilable de l'habitat risque de devenir – et devient souvent – une transformation brutale, un nouveau bâti par sa nature et son écriture. Simplet illisible, difficilement compréhensible. Ce qui était normal et naturel est devenu, par le changement d'échelle, une difformité, une disproportion et, pour le sujet qui nous occupe, un phénomène monstrueux, dans le sens strict de cet adjectif, sans nulle dose d'exagération ni de dramatisation. Les dégâts ont été – et continuent d'être toujours – si importants et si souvent constatés que cette affirmation semble peu discutable. Le rythme de renouvellement connaît une telle accélération que des pans entiers du parc n'existent plus et ne ressemblent plus à ce qu'ils étaient il y a seulement trente ou quarante ans. C'est l'évaporation des signes matériels (urbanisme, architecture...), mais aussi immatériels (savoir-faire, techniques...). Les consigner avant disparition trop avancée s'avère être la mesure minimum, pour comprendre les clés d'un patrimoine, au sens immobilier comme au sens culturel. Les réintégrer pleinement au présent, c'est un objectif certes ardu, mais auquel nous ne devons pas renoncer.

Les processus de transformation que nous présentons ici correspondent aux changements survenus à partir du moment où les grands moyens de transport et de distribution, et la

standardisation et l'industrialisation en masse des nouveaux matériaux entrent en scène, entraînant automatiquement et brusquement l'effacement des savoir-faire traditionnels et, dans la pratique, une vraie proscription des matériaux locaux. Les critères n'étant plus la proximité ou l'économie de moyens et de matériaux, mais la rentabilité ou la mise en œuvre « d'autant que nécessaire » (le volume des déchets étant parfois presque aussi important que celui des matériaux finalement utilisés !). Ce qui était béni est devenu maudit. Ce qui était aimé est devenu banni. Toutefois, au bout de cinq décennies, beaucoup de questions se posent à tous les niveaux sur cette galopade affolée qui n'épargne ni frontière ni culture. Ce projet CORPUS témoigne de l'effleurement de quelques-unes de ces sérieuses inquiétudes ressenties et partagées par tous les Méditerranéens, sans exception.

Etant donné que dans ce chapitre tout spécialement, il s'agira de faire ressortir les causes et les effets des processus, et que nous devons plaider souvent pour l'architecture traditionnelle, il est bon de signaler que cela n'est pas à confondre avec une adhésion quelconque de notre part à quelque courant traditionaliste. D'ailleurs, seuls la synchronisation et le dialogue avec chaque moment historique, loin de nostalgies inutiles, peuvent garantir un avenir digne à cette architecture.

### **Les clés d'un nouvel horizon**

Bien que le XIXe et le début du XXe siècle aient été témoins de changements importants dérivés de la vague de la révolution industrielle qui ne s'est pas répandue en même temps sur toutes les régions du Bassin, tous les spécialistes de différentes disciplines sont à peu près d'accord pour signaler les années cinquante comme le point d'inflexion pour les grands changements. En effet nous retrouvons à ce moment une conjugaison de facteurs déterminants et d'importance majeure : la croissance démographique, l'éclatement de la famille traditionnelle, les grands mouvements migratoires, l'exode rural, l'urbanisation, le nouveau système du partage du travail, le marché global et le tourisme de masse.

On comprend que sur ces points il nous faut être succincts ; nous n'allons pas ici reprendre les nombreuses et très bonnes études faites sur le sujet au risque de manquer de rigueur. Mais nous sommes obligés de redire malgré tout les relations directes de ces facteurs avec les processus de transformation de l'architecture traditionnelle méditerranéenne. Par ailleurs, il nous paraît hors contexte d'analyser les résultats des enquêtes et des recherches sans les replacer dans un cadre général.

L'importance du facteur démographique ne passait pas inaperçue auprès des anciens penseurs méditerranéens. Ainsi Platon dans ses Lois préconisait une cité idéale de 5 040 citoyens, chiffre permettant, selon lui, un riche jeu de divisions et de groupes. Au XIVe siècle, c'était Ibn Khaldoun qui voyait des avantages dans une population suffisamment dense, améliorant la spécialisation. Depuis, les théories ont toujours essayé d'expliquer, de prévoir, de planifier. En décembre 1966, l'ONU soulevait officiellement « ... les graves problèmes posés par la croissance démographique (2) ».

La Méditerranée n'a pas été épargnée par ce lourd phénomène. De 1970 à 2000, la population des pays riverains est passée de 285 à 427 millions (une progression de 50 % en trente ans !). Le Plan bleu prévoit pour les prochaines vingt-cinq années un accroissement de 97 millions, dont 92 pour les pays de l'est et du sud de la Méditerranée, 4 seulement pour le nord. Néanmoins, ces chiffres témoignent d'un boom important, par rapport aux dernières années, des taux d'accroissement annuels moyens dans presque tous les pays (3). Dans certaines

zones, une baisse de la fécondité n'est pas sans relation avec le démantèlement de la famille traditionnelle, et surtout avec les progrès de la population féminine. En effet le passage – plus ou moins atteint selon les régions – du statut de « femme-mère » à celui de femme tout court, indépendante de la famille, des finances et libérée des clichés sociaux, professionnels ou éducatifs, a bouleversé le « marché des mariages » et reculé sensiblement la date du premier accouchement. La nouvelle famille, père, mère, enfants, provoque aussi une atomisation des anciennes unités élargies. L'important rajeunissement des populations dans les pays aux sociétés les plus traditionnelles contribue de facto au démantèlement de celles-ci, tant par la rapide perte de poids relatif des générations anciennes – constituant, en général, l'élément conservateur des sociétés – que par la modification du rôle du groupe familial et de celui de ses membres (4). Ces énormes et rapides croissance et transformation ont provoqué de grands mouvements et transferts de population. Parmi les plus importants, les flux migratoires (5) transnationaux et les exodes des campagnes vers les villes.

Les décolonisations, les conflits armés ou l'industrie, le bâtiment et l'agriculture intensive dans les pays de la rive nord ont généré d'une part des déplacements obligés de population et d'autre part une grande demande de main-d'œuvre souvent peu qualifiée qui s'est nourrie de la forte croissance démographique et de l'important taux de chômage des régions moins développées. Trois facteurs ont contribué à ces déplacements : les modifications des vecteurs espace/temps, avec la notion de distance qui n'était plus une contrainte, la mobilité qui était un fait acquis et les moyens de communication quasi « instantanés », à des coûts en nette récession et toujours plus accessibles à un plus grand nombre d'individus.

Les conséquences n'ont pas toujours eu ici le même sens. Les ressortissants, provenant en général du milieu rural et composés surtout de jeunes, ont provoqué un « vieillissement pratique » de la population locale, la moins perméable aux risques et innovations, et donc une stagnation, voire l'appauvrissement et la récession du milieu. Cependant, on a pu voir aussi que l'argent envoyé par les migrants a contribué de façon décisive à l'amélioration des conditions de vie, ainsi qu'aux moyens de production, donc à la dynamisation de certaines régions. Malheureusement, évitons les mirages, la balance penche du côté du premier cas de figure. Dans tous les cas, une nouvelle vague d'échanges – pas exemptes de douleur et d'inégalités – a lieu en Méditerranée. Le brassage et le métissage culturels continuent de faire leur chemin.

*L'explosion urbaine et l'ébranlement de la campagne séculaire  
ont provoqué des pressions que le bâti traditionnel se voit incapable  
de supporter*

Par ailleurs, la mécanisation des campagnes, la technicité qui envahit l'agriculture (6), menant vers la concentration de la propriété, la « rationalisation » et le rendement des cultures (céréales, tournesol, betterave...), la compétitivité du marché agricole ont eu comme résultat le rejet de millions de paysans vers les centres urbains. La concentration des activités industrielles dans les villes, où l'essor du bâtiment participait à attirer les populations de la campagne, a inauguré un processus de dépeuplement et, dans beaucoup de cas, d'abandon (7).

La population urbaine est passée de 94 millions en 1950 à 154 millions en 1970 et à 274,5 millions en 2000. Les projections du Plan bleu prévoient une population urbaine de 379 millions en 2025. Bien qu'en décélération, le taux de croissance urbaine continuera d'être 60

% plus important, pour les vingt-cinq prochaines années, que celui de la population totale. Pendant cette période, la rive sud deviendra plus urbanisée que la rive nord (74,4 % contre 69 %).

Quant au littoral, il subit la même tendance, bien que l'exiguïté et la fragilité de cette bande de l'espace méditerranéen génèrent, si l'on peut dire, davantage de soucis. La population y est passée de 58,5 millions en 1970 à 96,1 millions en 2000 et selon les projections à 127,5 millions en 2025.

Le triomphe de la concentration, avec comme conséquence l'énorme affluence de population dans les villes, ne se fait pas sans grands dégâts. La consommation (8) de terres de culture par l'extension (9) de la ville, la croissance horizontale de celle-ci sur des étendues vertigineuses (surtout sur la rive sud), l'occupation illégale de terrains, les constructions sans autorisation, l'apparition de quartiers périurbains manquant d'équipements, d'infrastructures, de planification, ou la squattérisation des centres en sont quelques exemples. Une croissance sous-intégrée, en empruntant le mot au géographe marocain Mohamed Naciri. Les populations migrantes dernières venues souffrant en général des pires conditions et s'installant dans les zones plus sensibles et insalubres. Souvent « en transit », avec très peu de moyens, elles n'investissent pas dans le bâti, pas plus d'ailleurs que le propriétaire.

Il est évident que l'implantation de cette population prend toujours moins en compte les paramètres environnementaux. Là aussi, un changement important s'est opéré par rapport au dialogue entretenu avec le paysage par les sociétés traditionnelles. Les questions de climat, de fertilité du sol, d'énergie et d'eau (10) disponibles ne jouent plus le même rôle déterminant et régulateur qu'autrefois dans la localisation de la population. Elles sont brusquement remplacées par des critères strictement économiques. Les concentrations de population, exigées par la division très poussée du travail moderne comme par les nécessités et les besoins d'une vie sociale beaucoup plus étendue, et facilitées par les grandes commodités actuelles en matière de transport, éloignent en quelque sorte l'homme de la nature (11).

Les dimensions relativement modestes de la Méditerranée favorisent de véritables rubans urbains (12) qui commencent à bétonner, dans certaines régions, le littoral. Deux phénomènes majeurs y sont présents : la métropolisation et le tourisme.

Près d'une vingtaine de métropoles pourraient être considérées en Méditerranée, qui s'étalent au fur et à mesure, et rejoignent les moyennes ou petites villes environnantes, constituant d'énormes agglomérats urbains. S'il est vrai que le renforcement des métropoles méditerranéennes est un enjeu décisif pour l'avenir du Bassin, restent pour le moment à gérer et à résoudre les nombreux problèmes internes qu'elles continuent de générer.

Phénomène pouvant être daté du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec les premières et nouvelles pratiques sociales thérapeutiques ou ludiques, le tourisme qui, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, puis dans les années trente du XX<sup>e</sup> siècle, commence à s'installer sélectivement et de façon discrète sur quelques points de la Côte d'Azur, les rivieras italiennes, éclot réellement et avec force à partir des années 50. Le nouveau système du partage du travail, des congés payés, la création et l'amélioration des infrastructures routières, l'accès populaire à l'automobile et la baisse des prix des transports aériens ont déclenché le phénomène du tourisme de masse pour qui la Méditerranée a été une des destinations préférées et continue de l'être.

Depuis, le Bassin méditerranéen n'a cessé de gagner en poids relatif sur le total du flux touristique international. Il représente le tiers en nombre de touristes et 30 % des recettes du tourisme international (55 % de celles de l'Europe). A l'intérieur du Bassin, le poids du tourisme littoral est aussi très important (Espagne et Italie, 70 % du tourisme national et international).

Le Bassin méditerranéen est le foyer touristique le plus grand du monde avec quelque 140 millions de touristes par an. Quelques pays du Bassin figurent parmi les plus grands récepteurs touristiques au monde : France 1<sup>er</sup>, Espagne 3<sup>e</sup>, Italie 4<sup>e</sup>, Grèce 17<sup>e</sup>, Turquie 22<sup>e</sup>, Tunisie 30<sup>e</sup>.

Ces chiffres montrent que ce tourisme est réparti très inégalement selon les régions et qu'un fort décalage existe entre le Nord et le Sud. On observe par ailleurs, après une première étape avec une très forte littoralisation qui n'est d'ailleurs pas finie, une pénétration dans l'arrière-pays (13) où une offre touristique complémentaire est en train de se consolider. En fait, les pays à importantes ressources archéologiques (la Grèce étant l'exemple par excellence) profitent depuis longtemps de cette filière. L'insularité est de ce point de vue un atout important. Les croisières, les escales et une certaine « concentration de méditerranéité » sur un espace réduit, donc commode à maîtriser, souvent avec une dose significative de « localité », font de pays modestes en surface, comme Chypre, des destinations appréciées et d'importants récepteurs de tourisme.

*Avec plus de 140 millions de touristes par an,  
le Bassin méditerranéen est le plus grand foyer touristique du monde*

D'autre part, l'exploitation du littoral n'a pas suivi partout le même modèle. Citons à titre d'exemple deux pays, sur les côtes occidentale et orientale respectivement. Tandis qu'en Espagne le littoral a été investi presque dans sa totalité par un ruban continu de villes et lotissements balnéaires, en Turquie ce sont de grands centres touristiques qui concentrent une grande partie de l'accueil, une importante partie du littoral restant toujours moyennement ou peu altérée. L'accès au tourisme se voit également parfois affecté pour des raisons politiques, de sécurité, de conflits armés. C'est par exemple le cas de la Libye, de l'Algérie, des pays des Balkans ou du Proche-Orient, qui n'en reçoivent pratiquement pas du tout, ou bien très en deçà de leur capacité d'accueil et souvent cantonné sur des sites précis.

Dans cette esquisse des grands changements, d'une accélération jamais atteinte dans l'histoire, et des niveaux inégaux de croissance et de progrès, il y a encore les échanges généralisés entre toutes les régions de la planète. La mondialisation. Comme suggère Michel Beaud (14), un changement de monde. En tout cas, dans le présent ou dans le nouveau, rien ne prouve que le patrimoine ne continuera pas à avoir une fonction essentielle de mémoire, de mémoire du temps de l'humanité, comme dit François Durand-Dastès. Aussi le local continuera d'être important, voire irremplaçable, car la proximité est essentielle et les nœuds auront par conséquent tendance à se resserrer. La régionalisation émergente, fondée sur des intérêts réels communs, donc sur une somme de tous les actifs des partenaires régionaux, ne saurait laminer le capital de chacun des partenaires, sans mettre en danger la solidité commune. Les nouveaux moyens de communication ayant réduit la distance presque à zéro, il semblerait inutile de nier un monde devenu espace commun d'échanges. Il apparaît judicieux,

indispensable de rentrer ce paramètre dans la confection des stratégies revendiquant le droit à la protection de l'architecture traditionnelle méditerranéenne.

Ce parcours rapide et succinct autour des principaux phénomènes qui ont marqué les grandes transformations des cinq dernières décennies dans le Bassin devrait nous aider à connecter et à mettre en relation plus aisément les données sur les processus de transformation de l'architecture traditionnelle, avec le contexte et les conditions dans lesquels ils ont eu lieu. Enfin, et ce n'est pas moins important, ce rappel illustré de quelques chiffres peut aider à intégrer la puissance, la hiérarchie, la valeur, la nature ou le sens de ces phénomènes, tous d'ailleurs susceptibles de changements. Ne pas perdre de vue de tels caractères ou dimensions sera très important lorsqu'on tentera de mettre en place des stratégies.

Des dimensions qui nous servent à distinguer, grossièrement, deux niveaux de scénarios : le mondial et le local. C'est-à-dire, d'une part, celui des phénomènes que l'on subit ou, si l'on préfère, auxquels on est contraint de participer – car l'échelle et la tendance planétaire dépassent l'État, avec leurs logiques, nuances et particularités –, et d'autre part, celui où ces grands courants s'appliquent, se gèrent avec plus ou moins de difficultés et de réussite, en transformant de façon lisible et mesurable les réalités. C'est le premier niveau qui sert souvent d'excuse ou d'alibi à la résignation ou à la maladresse. C'est le deuxième niveau – bien entendu nourri par le premier – qui va nous occuper.

La diversité que l'on évoque si souvent dans cet ouvrage se retrouve encore aux niveaux politique, social et économique. Ainsi les processus de transformation de l'architecture traditionnelle – on verra, d'ailleurs, fort semblables dans tout le Bassin – sont gérés dans des contextes bien divers et, pour le moment, ne font peu ou pas l'objet de communication. Ce projet – comme d'autres qui ont été lancés ces dernières années – devrait contribuer à un nouvel éclairage. Aussi, les situations de départ, les parcours, les approches et même les points de chute envisagés selon les régions et les pays sont bien différents. Les diversités culturelles n'y sont pas pour rien, et les écarts économiques non plus. Par conséquent, l'explication et la compréhension du monde à partir du monochromatisme nord-occidental seraient à mettre en quarantaine. La similitude évoquée dans les processus nous conduit à les présenter sous forme thématique, les particularités étant fournies au fur et à mesure.

## TRANSFORMATIONS A TROIS NIVEAUX

On peut convenir que les processus de transformation affectent l'architecture traditionnelle à trois niveaux. Certes cette division schématique et théorique est dans la réalité et sur le terrain très nuancée, parfois difficile à déchiffrer et toujours au parcours sinueux, plein d'inflexions, de changements de direction, voire de sens. Ces transformations affectent souvent en parallèle les trois niveaux et il est fréquent qu'un effet domino se produise, les impliquant tous. Cela renforce d'ailleurs la nécessité d'aborder l'architecture traditionnelle en tenant compte de son contexte et non pas comme une juxtaposition d'objets plus ou moins intéressants, mais absolument décontextualisés et inanimés.

*Réalisée sans discernement, la « mise aux normes » induit,  
dans le sillage de la loi, des dégâts non négligeables,  
elle permet à une certaine insensibilité de s'enkyster  
et labellise des pratiques impertinentes*

## **L'espace**

Unité formée par le bâti, l'environnement agricole ou urbain, les populations, les activités. Société et paysage. Nous n'abordons que très partiellement ce niveau car, à la fois géographique, historique, économique, il dépasse le domaine du projet et d'autre part il a été maintes fois bien étudié. Ce cadre référentiel existe et il serait inutile de le répéter. Les grandes transformations du monde rural que nous avons déjà commentées ont déstructuré fortement l'équilibre que l'architecture traditionnelle – rattachée en grande partie au monde agricole et villageois – entretenait avec le paysage. Les fonctions qu'elle assurait perdant ainsi une bonne partie de leur sens. Elle-même chavirant alors dans l'incertitude.

## **L'organisation spatiale des villages, villes et quartiers**

Le taux d'urbanisation et de construction, la puissance du parc automobile ont affecté dans beaucoup de cas villages, villes et quartiers, tant dans leur organisation spatiale que dans leur morphologie. Des percées dans les quartiers historiques moyennant toutes sortes de voies, des « aérations » (on meurt de surdose d'oxygène !) des quartiers traditionnels, des élargissements de rues jusqu'au gabarit voiture ou le ceinturage étouffant des nouveaux quartiers sont autant de causes de défiguration de cette architecture.

## **Le bâti. La maison**

Que ce soit d'un point de vue formel, fonctionnel ou sous l'angle des matériaux, techniques et savoir-faire qui ont permis son édification. Deuxième ou troisième peau des populations, comme certains auteurs l'ont définie, la maison intègre et traduit automatiquement tous les changements des sociétés qui l'habitent. Elle reflète les habiletés ou les maladroites de sa gestion, comme les valeurs, le rang ou la dignité qui lui sont accordés ou refusés par chaque société et à chaque moment historique. Cette expressivité et ce couplage au temps permettent de lire avec une certaine facilité causes et effets, pressions et réactions. C'est sur ce niveau que nous avons concentré notre travail. Nous allons essayer sur ces domaines de repérer et d'interpréter les transformations et leurs processus.

## **LES TYPES DE TRANSFORMATIONS**

### **Les transformations formelles**

- Modifications du profil volumétrique

Premier de trois grands groupes de transformations. On est face à une des transformations les plus dangereuses et graves, qui signifient des dommages très importants pour le bâti mais aussi pour son environnement. En général, ces transformations, en dégradant l'environnement bâti, sont une excuse pour de nouvelles transformations voisines. Le changement du profil volumétrique peut apparaître sous deux formes : l'augmentation du volume en hauteur et en saillies, tout en respectant le même plan au sol, ou bien la colonisation qui envahit et bâtit les espaces libres affectés typologiquement à la maison (cour, jardin...). Dans les deux cas, a lieu une augmentation considérable de la densité du tissu urbain et de la population, avec tous les problèmes qui s'ensuivent, que ce soit au niveau des équipements, des infra-structures, de la qualité du voisinage et en général de la qualité de vie. A lieu aussi une certaine amputation

typologique. Ce changement du profil volumétrique associe parfois la disparition d'éléments essentiels dans la définition de la typologie. C'est par exemple le cas du remplacement d'une couverture en pente et à tuiles par une couverture plate à terrasse. Très souvent des problèmes structurels apparaissent, par augmentation des charges ou par déplacement des points porteurs, ce qui accélère la dégradation du bâti. Evidemment, au niveau formel une défiguration très grave de la typologie et du site est en train de se produire, la plupart du temps de façon irréversible, la décision et la prise en charge d'une correction étant trop lourdes à assumer. A la base, c'est le manque de contrôle administratif qui permet ces interventions, voire un cadre législatif inexistant, inadéquat ou non appliqué, la pression migratoire ou la spéculation immobilière. Mais également la disparition des relations sociales traditionnelles qui exerçaient un minutieux réglage des actes individuels, système n'ayant parfois pas, dans la pratique, été remplacé. L'abandon culturel de typologies et pratiques alimente aussi ces transformations. Selon les régions et les typologies, cette altération du volume originel utilise différentes formules : dans les médinas musulmanes elle pourra grandir aussi bien en hauteur qu'en empiétant en porte-à-faux sur les rues, parfois même en sous-sol, dans les maisons turques l'augmentation de volume consommera le jardin ou les espaces semi-ouverts (sofa extérieur), ce qui pourra être le cas aussi des maisons villageoises de la Méditerranée occidentale. On peut considérer cette transformation comme moyennement présente dans l'ensemble du Bassin, mais parfois très fréquente et concentrée sur des sites.

*L'architecture traditionnelle  
peut contribuer à atténuer l'effet lamineur de la mondialisation,  
sur la localité comme sur la diversité*

- Modification des ouvertures

Ce type de transformation affecte de façon importante l'aspect et la composition des façades. En général il rompt la relation et l'équilibre originels entre les vides et les pleins, perturbe la verticalité, l'horizontalité ou la hiérarchie dans l'ordonnancement des baies. Selon les degrés, cette intervention peut défigurer complètement la typologie. A la base, deux types de motivations : l'adéquation des surfaces ouvertes aux aspirations contemporaines de vues et lumière, la recomposition des ouvertures pour satisfaire une nouvelle distribution intérieure. Ou encore la récupération d'espaces semi-ouverts pour les intégrer à l'espace intérieur, pour augmenter sa surface, améliorer les qualités thermiques du logement, ses critères normatifs et ses seuils de confort exigés. Là encore, un cadre législatif inexistant, inadéquat ou inefficace – en tout cas manquant toujours de pédagogie et d'investissement idéologique – prend la responsabilité de ces dommages. On comprend bien que ce type de modification change complètement le caractère de certaines typologies. C'est le cas par exemple de la maison à patio ouverte seulement vers l'intérieur. Dans ce cas, c'est que déjà et auparavant il y a eu une autre intervention grave : le couvrement du patio, qui voit sa fonction essentielle disparaître et donc, la maison n'ouvrant plus nulle part, trouve sur les façades la solution à son asphyxie. On peut considérer que cette modification est fréquente, voire très fréquente dans l'ensemble du Bassin méditerranéen.

L'« adéquation » de ces surfaces intérieures vient aussi, parfois, du fait de la spéculation immobilière, dans les processus de densification de certains quartiers. Ils sont souvent favorisés par l'arrivée ou les déplacements de populations démunies qui sont relogées dans des « sous-appartements » issus de la partition d'un seul appartement originel. A ces

situations s'ajoute une incapacité des institutions soit à mettre en place des programmes qui éviteraient ces dérives, soit à les financer.

On constate maintes fois que les transformations apportées ne créent pas d'amélioration sensible de la qualité des espaces, mais plutôt une détérioration de celle-ci. Les interventions dérivant aussi d'un manque de compréhension des espaces originels et d'un manque de connaissances et savoir-faire pour les revaloriser et les réintégrer aux besoins actuels, sans les défigurer. Toutes ces transformations qui apparaissent en façade proviennent logiquement des interventions sur les espaces intérieurs qui sont abordées plus loin.

- Modification des textures

Ces types d'interventions, bien qu'apparemment légères, peuvent modifier profondément l'aspect du bâti et générer des pathologies souvent difficiles à résoudre et pas toujours sans gravité. Il faut évoquer ici toute la panoplie des enduits au mortier de ciment ou industriels, mais aussi le décrépiage recherchant une certaine noblesse dans les parements en pierre apparente, voire aussi l'économie faite dans l'entretien des façades. Tout un tas de variantes de ces modifications complètent ces types d'interventions : élimination de modénatures, planéité des murs, suppression des faîtages ou de la zinguerie, pose de volets ou persiennes, palette de peintures et couleurs... A la base, la même absence ou l'inefficacité de la législation, la perte des gestes traditionnels et le manque de prescriptions, la colonisation du marché par les nouveaux produits industriels, la perte des savoir-faire, un désir de participer de la « modernité » (15). Une pathologie variée est associée incontestablement à ce type de pratiques, due aux incompatibilités entre les matériaux traditionnels et les nouveaux. On peut considérer cette transformation comme fréquente, voire généralisée dans l'ensemble du Bassin.

- Les « hors-classe »

En « hors-classe », il ne faudrait pas oublier une dernière transformation formelle, la plus grave : la démolition, la ruine. La forme devenue néant. Elle n'est pas sans importance dans le Bassin. Cette disparition prend place à partir de quatre démarches principales :

– Les conflits armés : hélas une constante dans l'histoire de la Méditerranée. Les exemples récents (Proche-Orient, Balkans) ont été d'une grande gravité pour l'ensemble de l'architecture traditionnelle. Ajoutons à cette démarche, par leur même caractère dramatique, les catastrophes naturelles (inondations, tremblements, irruptions volcaniques...) nombreuses en Méditerranée, qui depuis l'Antiquité ont fait des ravages importants sur le bâti et qui continuent sporadiquement à en faire.

– Les colonisations, occupations : elles ont affecté l'architecture traditionnelle dans le Bassin et dans certains cas l'affectent toujours. Dans ces cas, le sort et les effets ont été et sont divers. Pour ce qui est des occupations, l'effet négatif majeur est le manque d'accès à la gestion de son propre patrimoine, avec les conséquences qui s'ensuivent. Les colonisations, mis à part parfois le patrimoine architectural plus ou moins intéressant laissé par le colonisateur, ont réalisé des interventions sans tenir compte des structures ou des valeurs locales et en y imposant les leurs. Dans les deux sens, des traces bien repérables s'étalent sur beaucoup de régions.

– Les décisions politiques : elles touchent autant le bâti en milieu rural (autoroutes, voies ferrées, barrages, lotissements, complexes industriels) qu'en milieu urbain (percées dans les quartiers traditionnels, démolitions pour cause de vétusté ou pour l'aération du tissu traditionnel, rénovations – voilà un mot ! –, modification des alignements sous la pression automobile). Dans tous les cas, l'architecture traditionnelle n'étant pas au premier rang des priorités à respecter, mais étant considérée trop souvent comme un matériel du marché de l'occasion ou de déchet. C'est une démarche sourde, déprédatrice, investie de progrès et de légalité, qui contribue à démembrer et à réduire le parc de cette architecture.

*De nombreux villages et maisons abandonnés,  
jalonnant tout le Bassin, démontrent la santé fragile de l'habitat  
et dénoncent le déficit de projets et ressources  
pour l'architecture traditionnelle*

– L'abandon : voilà ce qu'on pourrait appeler la « perte par la voie du destin », telle est la résignation ou l'indifférence – complaisance ? – que cette situation génère dans les milieux de décision. L'impuissance chez d'autres. D'autres encore – l'immobilier – retireront d'importants bénéfices à partir de cette immobilité et sur des caricatures d'architecture traditionnelle. L'abandon représente une tendance constante et importante en nombre dans tout le Bassin, bien que dans certaines régions il se soit en partie inversé. Cette situation contribue d'ailleurs à pénaliser gravement l'image de l'architecture traditionnelle, en la chargeant d'archaïsme, donc de caducité. Des initiatives récentes, comme le tourisme rural ou des timides essais de récupération de certaines agricultures locales, peuvent faire penser pour le moment à une décélération du processus, ce qui n'est pas rien, et à une lente amélioration de cette situation.

### **Les transformations fonctionnelles**

- Au niveau des cloisonnements

Première des deux grandes familles d'interventions. Il s'agit là d'obtenir une nouvelle distribution de l'espace intérieur dont les motivations peuvent être diverses : création de pièces in-existantes (salles de bains, toilettes, cuisines), modification des surfaces des espaces existants (division ou réunion de pièces), multiplication des logements (atomisation familiale ou, dans la plupart des cas, spéculation immobilière), changement complet d'usage (bureaux, magasins), intériorisation d'espaces extérieurs ou demi-externes (cours, patios, sofas). Les répercussions de ce type de modifications sont très variables en fonction de l'intensité de l'intervention et de la qualité des espaces modifiés. Double interprétation pour ce phénomène : une adéquation aux nouveaux besoins familiaux et sociaux, et une stratégie de spéculation, en cloisonnant ou augmentant la surface et les unités de location dans un même volume, avec toujours une densification du logement et du site, et une perte de qualité de vie, parfois même de la salubrité la plus élémentaire. Cet usage intensif et abusif des volumes entraîne une accélération dans l'usure du bâti, parfois même des défaillances dangereuses. Et dans tous les cas, la mise en péril du futur du parc et de ses valeurs architecturales et d'usage, donc de sa survie. Ces interventions associent parfois des problèmes structurels qui en général – il y a bien des exceptions – ne sont pas très lourds. On peut considérer ce type de modification comme très fréquent dans l'ensemble du Bassin, car c'est l'adaptation du volume intérieur la plus simple, peu contraignante dans la pratique administrative, car peu apparente.

Ces modifications, parfois très étendues, arrivent souvent par la voie de la légalité réglementaire. En effet, une encyclopédie de règlements pensés et prévus pour les bâtiments neufs, étoffés de mots très forts tels sécurité, incendie..., ignorant les particularités et les valeurs de l'architecture traditionnelle, s'appliquent avec autant d'efficacité que d'impertinence parfois et contribuent, sous la bénédiction de la « mise aux normes », à la défiguration de ce parc architectural fragile.

- Au niveau tridimensionnel

Elles représentent des interventions en général lourdes et aux conséquences typologiques très graves – bien qu'un certain façadisme arrive à faire croire le contraire –, étant donné qu'elles modifient aussi bien les structures de franchissement que les communications verticales et bien entendu tout le système des cloisons. Pire, sont en train de disparaître organisation, relations et hiérarchies dans la distribution spatiale traditionnelle. L'espace traditionnel devient méconnaissable. Plusieurs motivations peuvent être repérées, dont deux groupes principaux : l'obtention d'un volume utile (souvent pour améliorer les profits immobiliers) plus grand, avec l'utilisation de franchissements moins encombrants (démolition de voûtes, de planchers au mortier de terre ou de chaux), le réarrangement des niveaux ou le remplacement d'éléments structurels et de communication verticale jugés vétustes ou instables. La perte définitive d'éléments – aussi bien que des espaces et volumes intérieurs – très importants dans la définition du caractère des typologies et en général de l'architecture traditionnelle en est la conséquence directe : voûtes, coupes, escaliers, poutres, piliers... Des problèmes structurels peuvent être associés à ces interventions. Souvent elles impliquent des changements d'ouvertures en façade, lorsque le décalage entre niveaux originel et nouveau est important. Ce type de modifications, espèce de termitage, silencieux, incessant, attaque le noyau de certaines typologies qui deviennent après coup une complète caricature. Cette attaque intéresse aussi et de façon très importante la diversité de l'architecture traditionnelle méditerranéenne et en particulier des modèles les plus rares. On peut considérer ce type de modification comme relativement présent dans le Bassin et cela pour les deux groupes d'interventions signalés ci-dessus.

Au niveau fonctionnel, il faut ajouter les désaffectations et nouvelles fonctions des espaces, suite aux changements des activités productives liées à l'agriculture, l'élevage et l'artisanat. Localisés au rez-de-chaussée, sauf pour les ateliers, avec de petites ouvertures en façade, ces espaces sont intégrés aux nouvelles formes de vie, comportant, selon l'intervention, plus ou moins de dégâts à la typologie. L'aménagement fréquent du rez-de-chaussée en garage impliquant une lourde modification en façade. Ce dernier geste (serait-il le plus commun ?!) ne présente aucune nuance d'un bout à l'autre de la Méditerranée.

Il est évident que les types de transformations présentés jusqu'ici de façon morcelée, pour faciliter l'analyse et la lecture, se combinent, la plupart du temps, sur le terrain. Cela veut dire que les résultats et conséquences sont en général lourds et très divers. De ce fait, les approches de réhabilitation supposeront autant de nuances et de particularités sur les solutions proposées.

## MATERIAUX ET SAVOIR-FAIRE, DEUX UNIVERS BOULEVERSES

Au niveau des matériaux, des techniques et des savoir-faire, l'approche repérera ceux étant encore utilisés, pratiqués et transmis respectivement, et la présence des nouveaux matériaux et techniques les plus répandus.

Deux considérations très importantes sont à faire à ce niveau : l'évolution du coût de la main-d'œuvre et l'évolution du marché des matériaux du bâtiment. En effet dans le bâti traditionnel, la main-d'œuvre et les temps investis traditionnellement étaient des paramètres non contraignants. De nos jours, en revanche, ils le sont devenus de manière très significative. Dans le passé, tout le travail se fait manuellement, et il est bridé par cette contrainte, avec une permanence des matériaux sur plusieurs siècles, et de ce fait l'intervention se fond dans l'ensemble. D'autre part, la préférence pour des matériaux et produits nouveaux et prêts à l'emploi est manifeste, tant pour leur simplicité d'usage que pour leur facilité de distribution. Si les composants modernes ne sont pas bon marché à l'achat, ils font en revanche considérablement baisser les coûts de main-d'œuvre par le temps gagné à la pose et, en général et apparemment, exigent moins de savoir-faire pour leur utilisation. Au-delà des analyses des coûts comparés, qui sûrement ébranleraient pas mal de préjugés et provoqueraient pas mal de surprises, il y a la force de l'image valorisante d'un modèle moderne et occidental qui l'emporte. La distribution et le marché n'ont pas fait un grand bond uniquement pour ce qui concerne les matériaux, mais surtout pour ce qui est des gestes, des modèles, de l'homogénéisation. Cela implique le laminage de la diversité expressive et une banalisation du paysage méditerranéen qui entraînent, dans le milieu qui nous occupe, deux effets évidents :

La déqualification. Les matériaux tout prêts étant simples à l'emploi, nul besoin de professionnalisme, tant qu'on reste à l'échelle de la maison, la valeur ajoutée de l'homme de métier n'est plus indispensable.

Le provisoire permanent. En effet, si l'apparente facilité d'emploi suffit à édifier le gros œuvre, elle permet plus difficilement de finir. Ce qui nous donne souvent la vision d'un chantier inachevé et d'un paysage de misère esthétique qui peut s'apparenter au bidonville.

*Appauvrissement de la diversité expressive, délocalisation et banalisation du paysage méditerranéen sont des conséquences majeures de l'abandon de l'architecture traditionnelle*

A présent, l'auto-constructeur ne possède plus la technicité polyvalente d'un milieu traditionnel et il agit tel un banal poseur de composants perfectionnés, qu'un grand écart sépare d'un homme de métier capable de réaliser des travaux délicats de sa spécialité à partir des matériaux bruts.

Ces pressions techniques transforment les pratiques et transforment le parc. Une pression supplémentaire vient renforcer le processus, alimenté par deux clichés sociaux très puissants : la vétusté et la modernité. Deux mythes auxquels chacun semble soumettre son action. Dans ce cadre il est logique, au moins dans une première étape, d'assister à l'abandon progressif

des matériaux et techniques traditionnels. C'est la tendance générale, démentie timidement, ici ou là, par des poches de survivance.

La trilogie déjà évoquée : matériaux locaux + technique correspondante + savoir-faire adapté, était dans le passé celle d'une économie de relative pénurie. L'acte de construire étant subordonné à l'approvisionnement le moins cher possible qui impliquait généralement le recours à un matériau de proximité à l'état brut, nécessitant un processus de transformation ou de manufacture avant sa mise en œuvre. Bien souvent, l'homme de l'art indispensable à ce processus était également le constructeur, parfois assisté du bénéficiaire de l'ouvrage. Dans ce schéma, une forte valeur ajoutée du préparateur/bâtitseur était donc associée à l'acte de construire.

La situation contemporaine est complètement différente. Une brusque coupure et une discontinuité se sont produites sur le parcours de l'architecture traditionnelle, et la greffe des nouveaux gestes fait son chemin timidement et non sans difficulté. Actuellement, on peut constater, ici et là dans le Bassin, la cohabitation de deux situations : d'une part la survie de matériaux, techniques et savoir-faire traditionnels qui continuent d'être extraits, fabriqués et mis en œuvre respectivement, selon la même liturgie, avec les mêmes gestes, donc sans avoir encore connu de discontinuité, et d'autre part la réutilisation de matériaux et techniques traditionnels, dans une optique de production plus ou moins industrialisée, d'application plus scientifique et analytique, donc ayant connu une discontinuité et se greffant à nouveau sur le marché du bâti.

Bien sûr, on est en train d'évoquer là deux situations marginales, en termes de présence aussi bien qu'en chiffres absolus sur le volume total des matériaux utilisés. Les deux d'ailleurs avec des sens différents. La première est à comprendre, dans la situation actuelle, comme une survie qui s'éteint. La deuxième, comme une certaine renaissance, souvent bien déguisée et peu reconnaissable, qui semblerait tenter la réussite. Malgré certains succès d'étape, dont certainement les plus emblématiques sont ceux de la chaux ou une timide réactivation de certains artisanats, la fragilité et le tâtonnement continuent d'être omniprésents.

Ces deux situations apparaissent réparties de façon assez nette sur la Méditerranée : on retrouve la première sur les pays moins développés et la deuxième sur ceux ayant connu une industrialisation plus importante. Sur les premiers, c'est surtout le manque de communications ou de réseaux de distribution qui permet la survie de matériaux et techniques traditionnels, quant aux seconds, c'est la remise en question et la critique d'un certain développement, aussi bien que la perspective d'ouverture de nouveaux marchés, qui favorisent certaines réintroductions.

En grande majorité, les matériaux de l'architecture traditionnelle, pierre, terre, bois, en tant que matériaux de base et avec leurs fonctions traditionnelles, ont été remplacés par les nouveaux matériaux industriels, ciment, briques/parpaings, aluminium, PVC... partout en Méditerranée. De ce point de vue, aucune particularité d'un bout à l'autre du Bassin. Les mêmes matériaux sont partout, l'homogénéité dans l'erreur et dans la banalité fait l'unité. Si certes deux nuances – engouement majeur pour le traditionnel revisité dans les régions plus industrialisées, plus grande avidité de modernité dans celles l'étant moins – apparaissent aussi dans les extrêmes, le fait central est la grande colonisation du bâti traditionnel par les nouveaux matériaux industrialisés. Le plus emblématique de ce phénomène, sans aucun doute, étant le ciment et ses dérivés, dont le béton occupe une place privilégiée.

## CINQ GRANDES PRESSIONS, DE PETITES REACTIONS

Une fois fait le tour des différents niveaux où se produisent les modifications, nous allons aborder ces processus sous un autre angle, celui des facteurs/pressions qui les induisent et les favorisent, dans un sens large et surtout pratique et opérationnel, sans pudeurs sémantiques. Nous distinguons cinq facteurs où viennent se regrouper une grande quantité d'items.

### **Facteurs structurels**

Ils sont pris ici comme ceux appartenant aux grandes dimensions de l'économie, des marchés, des communications, de la médiatisation, mais aussi des changements sociaux. Nous avons déjà abordé plus haut l'importance des grands changements sociaux sur le bâti traditionnel et sur son environnement. Nous allons nous concentrer ici sur les problèmes dérivés des nouveaux marchés, des nouveaux systèmes de distribution et des effets de l'irruption des nouveaux matériaux. Mais aussi sur la capacité d'adaptation de l'architecture traditionnelle à la nouvelle situation.

*L'architecture traditionnelle méditerranéenne  
est un potentiel sous-exploité*

Le raccourcissement des distances, les moyens de transport et les puissants réseaux de fabrication et de distribution ont changé complètement un des paramètres fondamentaux des procédures traditionnelles : la localité, devenue délocalisation générale. Ainsi l'utilisation des ressources locales, la proximité de matériaux... n'ont plus trop de sens. Donc, tout peut être fait n'importe où et avec n'importe quel matériau. Le local n'étant plus ni essentiel, ni même important.

D'autre part, la pénétration puissante et généralisée dans le marché du béton et de ses préfabriqués a effacé matériaux et techniques traditionnels. Ce phénomène, avec un certain décalage de temps, a eu lieu autant au Nord qu'au Sud. Dans la masse totale du bâti, les matériaux et techniques traditionnels actuellement utilisés devant être considérés comme absolument résiduels. Cela n'exclut pas que dans certaines régions bien concrètes l'utilisation de certains matériaux traditionnels puisse avoir une présence significative ou que certaines techniques traditionnelles soient encore pratiquées. Quant au savoir-faire, c'est un patrimoine que possèdent encore beaucoup d'artisans en Méditerranée mais qui n'est pas visible car ils ont été recyclés par le nouveau système ou éjectés, car archaïques, au chômage. Il existe donc un potentiel de connaissances mais il n'est plus utilisé et l'on doit constater qu'il n'est que très peu transmis. Certes il est vrai que des centres de formation, des écoles d'arts et métiers existent un peu dans tous les pays, cela n'impliquant pas du tout nécessairement une avancée réelle sur le terrain, ce que l'on tente d'expliquer dans le chapitre suivant. De façon spontanée, on ne peut pas s'attendre à ce que les matériaux et techniques traditionnels puissent se faire une place face à la compétitivité, très puissante, des nouveaux matériaux.

On peut encore se demander si ce parc d'architecture traditionnelle a des capacités pour s'adapter au marché immobilier, aux exigences sociales et familiales actuelles, et aux prestations de sécurité, commodité et confort revendiquées de nos jours. L'estimation que nous avons essayée révèle, en général (compte tenu des écarts importants selon les

typologies), une capacité suffisante pour pouvoir s'intégrer, dans la normalité et non pas dans la « patrimonialisation », dans le marché de l'habitat et en général dans les réseaux socio-économiques. Capacité également de satisfaire aux exigences de nouvelles habitudes de vie, du confort domestique ou des équipements publics. D'ailleurs nous sommes convaincus, au terme de cette étude, que l'architecture traditionnelle est une potentialité méditerranéenne sous-exploitée, parfois perversément exploitée.

Enfin, il ne faut pas oublier l'énorme changement qui s'est produit dans les relations entre populations et environnement du point de vue législatif et administratif. Ceci, combiné avec l'augmentation de la population et la consommation d'espace, a fondu des relations séculaires. En effet l'accès à la terre, à la pierre, au bois et à leur transformation, en tant que matériau de construction, n'a plus rien à voir avec les circuits traditionnels. L'inaccessibilité est presque la règle. D'autre part, on ne peut plus envisager les travaux qui de nos jours seraient jugés pénibles. D'où par conséquent l'idée qu'aucune production ne peut être considérée si un processus industriel, qui incorpore la facilité, la sûreté, la rentabilité, n'est ni possible, ni proposé. Cela est vrai aussi bien pour la production que pour la distribution et la mise en œuvre. D'autre part, la législation en matière de construction, comme des compétences ou statuts administratifs et légaux des personnels constructeurs, rend difficiles les pratiques auto-constructives.

### **Facteurs administratifs**

Ils concernent aussi bien le cadre législatif que le canevas de procédures, les acteurs, mais aussi la conscience, tant officielle que populaire, du sujet.

On retrouve là la même importance dans les écarts entre les deux rives méditerranéennes. Cet écart est repérable surtout dans la sensibilisation de la population, dans le nombre de programmes, dans leur promotion, dans la facilité pour y accéder, la ponctualité dans les remboursements et les prêts, le soutien technique ou le soutien administratif. Beaucoup d'aspects générant des différences sensibles. Il a été repéré sur les rives sud et orientale un manque de souplesse et de transparence au moment de l'accès et de l'attribution des aides, ainsi qu'une lourdeur et une lenteur excessives des procédures, non exemptes parfois d'un certain arbitraire et souffrant toujours d'une centralité contraignante qui lamine l'autonomie nécessaire à l'épanouissement des énergies et synergies locales.

Quant aux législations – question d'une importance majeure –, une tendance semble lentement les rapprocher, ceci signalé avec toute la prudence nécessaire, surtout quant aux procédures. Souvent les nouvelles législations des pays des rives sud et orientale s'inspirent de celles du Nord. La grande différence concerne toujours la mise en œuvre de la loi, c'est-à-dire tout le système réglementaire et, encore davantage, les moyens et la rigueur dans leur application. Et l'on sait combien un bon appareil réglementaire est essentiel pour que la loi ne reste pas dans le paradis des bonnes intentions, la rhétorique législative ou le virtuel, comme on sait l'importance de la mise à disposition des moyens adéquats garantissant une application efficace. Là, les écarts se révèlent importants.

*Entre le « classement » du patrimoine et le « remisage » de celui-ci,  
il existe parfois une distance presque imperceptible*

Il existe une certaine dérive sur le concept de patrimoine, trop souvent associé toujours à monument, ce qui implique le réflexe du classement. Ce qui est encore pire, c'est que celui-ci finit par devenir, dans la pratique, et dans beaucoup de cas, le but final de l'application de la loi. L'objectif, la réussite, alors que l'on ne peut pas du tout établir le corollaire, c'est de classer, c'est de sauver. Loin de là. Le classement, souvent aussi confondu avec l'inventaire, est perçu comme la fin du parcours alors qu'il représente bien le début d'un parcours pas toujours simple et facile. C'est alors que classer prend toute sa force dans le sens figuré, celui de ranger, c'est-à-dire oublier. Car aucun déclenchement systématique de mécanismes d'intervention, promotion, réhabilitation ne suit la déclaration. Cet acte de protection se révèle, d'ailleurs trop souvent, comme un indicateur mauvais et trompeur de l'état de santé et de vitalité du parc traditionnel bâti et de la qualité de sa gestion. D'ailleurs, un critère du classement qui s'intéresse à un seul objet architectural ne garantit pas l'absence de dommages adjacents. Le classement n'intéressant que quelques unités (bâtiments ou sites), la grande majorité du parc reste non protégée. Ce fait est renforcé par une insuffisante gradation dans les dispositifs de protection, ce qui contribue à distribuer efforts et ressources d'une façon homogène et sans pondération, et à laisser hors considération des secteurs importants de l'architecture traditionnelle. Souvent les unités ayant été classées ne bénéficieront pas d'une attention réelle, majeure. Cette circonstance s'accroît sur les rives sud et orientale. Des inadéquations notoires peuvent être repérées aussi bien dans les législations du Nord que du Sud pour ce qui est de la définition des interventions ayant besoin d'une autorisation écrite et de la présentation de projet pour mener des travaux dans le bâti traditionnel. L'estimation que nous avons réalisée sur la « discipline civile », c'est-à-dire l'observation de l'obligation de demandes de permis de construire, donne des résultats qui ne sont pas très encourageants : sur le total de la Méditerranée, presque deux tiers de toutes les interventions ayant besoin d'une autorisation ne l'auraient pas. Ce taux devient trois quarts pour l'habitat épars et plus d'un tiers pour l'habitat urbain. Il est évident que la législation existante – peu sensible à l'égard de l'architecture traditionnelle – a pris très peu en considération la sauvegarde de cette architecture. Elle facilite la non-présence des architectes, elle est trop permissive quant aux interventions, leur qualité, leurs matériaux.

Un autre acteur important dans la démarche d'intervention est le concepteur : l'architecte. Sa présence devrait théoriquement supposer une garantie de fiabilité de l'opération. Cependant, bien des ombres planent sur cette question. La législation sur l'intervention des architectes en bâti traditionnel est bien diverse et ambiguë, et avec grandes différences selon les pays. D'autres techniciens, avec des formations bien diverses, peuvent souvent intervenir et remplacer l'architecte. Vu le taux de discipline civile, ce sont souvent le propriétaire ou le maçon les seuls concepteurs. On a estimé, sur le total du Bassin et sur le total des cas devant faire l'objet d'une demande d'autorisation, une présence de l'architecte inférieure aux 50 % de ceux-ci, ce qui veut dire qu'il n'est présent que sur un tiers du total des interventions réalisées. Nous ne tenons pas compte ici des signatures de complaisance ou des suivis insuffisants de chantier, aspects qui ont cependant pu être parfois détectés et qui, selon les milieux, pourraient être non négligeables.

### **Facteurs économiques**

Ils sont considérés ici aux échelles nationale, locale et individuelle. C'est-à-dire aux trois niveaux les plus directement concernés par le problème (bien qu'il faille souhaiter que l'échelle régionale prenne une importance accrue dans un futur proche).

En Méditerranée, on le sait et nous l'avons répété ci-dessus, on rencontre des municipalités, provinces, régions, Etats, avec des écarts en ressources budgétaires très importants, qui induisent des grands écarts dans les possibilités d'entreprendre et d'exécuter des programmes de sauvegarde/réhabilitation. Les gouvernements devant souvent faire face à d'autres priorités. Pourtant les Etats plus démunis doivent gérer la même accélération – sinon plus – de dégradation actuelle que les autres. Cela fait craindre des dégâts importants si l'on n'envisage pas à court terme des actions au niveau régional. De plus, une concentration des efforts est consommée sur des opérations touchant des monuments – des pays avec un grand parc historico-monumental, telles par exemple la Grèce ou l'Egypte, sont forcément tributaires de grands efforts et budgets drainés sur ce secteur – alors que l'architecture traditionnelle, si ce n'est pas dans le cadre de sites protégés, n'attire pas beaucoup, ou pas du tout, l'attention des politiques. La situation est structurellement meilleure surtout pour les pays de l'arc latin qui jouissent d'une situation économique plus confortable et cumulent une longue trajectoire d'actions et programmes, d'expériences, autant que de sensibilisation de la population. Si cette meilleure situation relative est certaine, il est aussi vrai que beaucoup de problèmes restent à résoudre et une évolution plus poussée a vu apparaître aussi des problèmes nouveaux. Toutefois des systèmes politiques et administratifs plus décentralisés que ceux de la rive sud-orientale permettent d'orienter, suivre et gérer plus efficacement, à l'échelle locale, les programmes et problèmes, difficiles à prendre en charge avec les mêmes détail, précision et souplesse, depuis la capitale, souvent bien lointaine, parfois peu méditerranéenne.

*Au-delà du mythe et des préjugés, l'architecture traditionnelle a, sauf exception, la pleine capacité à nous offrir un confort tout à fait idoine et satisfaisant*

Cette pénurie budgétaire n'est pas exclusive des administrations mais touche surtout les populations logées dans les quartiers ou bâtiments traditionnels les plus dégradés. Il en résulte une très faible capacité d'investir dans l'amélioration du bâtiment. Les aides officielles étant rares sur la rive sud-orientale et d'ailleurs pas toujours clairement gérées.

Le manque de ressources économiques est signalé comme le deuxième handicap le plus important – après le désir de déménager vers un logement nouveau –, freinant les démarches de réhabilitation et d'investissement dans le logement traditionnel. A côté du manque de ressources de l'usager, le manque d'aides à la réhabilitation est signalé. Là encore de grands écarts sont repérables entre les rives nord et occidentale, et sud et orientale, aussi bien pour ce qui est du taux et des modalités des aides que pour la facilité à les obtenir. Sur les deux rives, on constate que le paramètre économique est à la base de beaucoup de réflexes et conditionne les options des interventions sur le bâti. C'est par ce biais que des matériaux et surtout des techniques traditionnelles se voient pénalisés. En effet, la main-d'œuvre étant aujourd'hui une composante très importante du prix de revient des ouvrages, toutes les techniques considérées lentes (crépissage à la chaux, moellons hourdés...) sont rejetées automatiquement. On dérive aussi vers la simplification des modèles (menuiserie, modénatures, faitages, zingueries...), ce qui contribue à la défiguration. Les produits industriels devenant de plus en plus compétitifs l'emportent sur les produits artisanaux. La promotion de l'économie d'énergie favorise depuis quelques années, sur la rive nord, la pénétration de toutes sortes de menuiseries en PVC et aluminium ou les isolations thermiques par l'extérieur. La couverture, élément des plus concernés, suit le même sort avec l'adoption de plaques, que ce soit en Fibrociment ou tôles métalliques, en substitution des tuiles ou des couvertures végétales.

Le coût du projet de réhabilitation et les taxes des procédures administratives sont signalés comme un handicap d'une importance deux fois moindre que celle des handicaps cités jusqu'ici.

### **Facteurs de confort**

Considérée dans un sens très large, cette notion de confort accueillerait aussi les idées d'adaptation, pertinence, commodité, seuil, label... On est face à une question glissante par sa subjectivité et complexe par le nombre de paramètres qualitatifs et culturels pouvant être considérés dans son évaluation.

La notion de confort (16) est à appliquer à deux grands niveaux : Celui de la production, distribution et mise en œuvre des matériaux – nous avons évoqué cet aspect auparavant – et celui de l'utilisation des espaces urbanisés et bâtis traditionnels.

Dans le premier niveau, ce mot est utilisé en partie dans un sens figuré, mais qui ne trahit pas du tout son sens. En effet, on n'accepte plus à présent certaines conditions de travail (extraction de matériaux, production, mise en œuvre...) qui supposent efforts physiques, risques, lenteur excessive, et des processus qui ne garantissent pas un minimum d'homogénéité dans les matériaux et leur mise en œuvre. On exige la régularité. Que ce soit par des structures plus ou moins lourdes, plus ou moins locales ou moyennant un « artisanat scientifique », on ne peut plus contourner ces exigences actuelles. Les programmes de formation, de mise en valeur des savoir-faire ou de réintroduction de matériaux traditionnels devront nécessairement tenir compte de ces aspects fondamentaux.

Quant au niveau correspondant aux lieux urbanisés et aux espaces bâtis, une nuance importante doit être soulignée. En effet, nous oserions parler ici d'inconfort direct et d'inconfort indirect. La première situation d'inconfort dériverait directement des contraintes morphologiques essentielles du bâti : dimensions exigües, salubrité défailante, lourdeur d'entretien... C'est-à-dire qu'on aurait à faire à des caractéristiques spatiales et fonctionnelles imposant des contraintes importantes d'adaptation. Là encore, en étant toujours très prudents, car de bonnes analyses, des études poussées et bien menées et des ressources économiques sub-stantielles peuvent apporter des solutions impensables a priori.

La deuxième situation d'inconfort se situerait à l'opposé. Elle se référerait plutôt à des édifices qui ne supposent pas a priori une barrière à la satisfaction des besoins actuels en espace, mais dont les dimensions généreuses posent des problèmes de prix de réhabilitation, tant pour leur entretien que pour leur usage, en particulier des charges de chauffage. Ce pourrait être l'exemple d'une lebanese house en Israël, d'une maison à sofa central en Turquie ou d'un mas en Provence. Ou encore, la valeur des grandes maisons une fois réhabilitées – qui est fonction de l'emprise au sol qu'elles occupent, notamment en milieu urbain – risque de s'envoler brusquement et de rendre difficile la maîtrise d'une telle pression foncière et immobilière, si des programmes ou des lois n'accompagnent pas leur réhabilitation.

Dans la notion d'inconfort, les infrastructures qui desservent le bâti traditionnel sont également déterminantes. Les voies d'accès, les communications, les équipements collectifs mais aussi les facilités d'accès aux réseaux de développement personnel, social ou économique sont des éléments de qualité de vie qui doivent aller de pair avec la protection du patrimoine. Qu'ils manquent, qu'ils soient trop limités, et c'est une barrière au développement des populations ; elle génère un rejet logique de l'architecture traditionnelle et de son

environnement. De plus, le poids des stéréotypes sur la modernité, l'archaïque, les codes sociaux des standards du confort sont toujours et partout dans la région associés aux situations commentées précédemment.

*Auprès d'un grand nombre de populations,  
la médiatisation de la modernité et de ses modèles brouille les valeurs  
et les qualités de l'architecture traditionnelle*

L'analyse de l'architecture traditionnelle méditerranéenne montre toutefois qu'une masse importante de son parc offre, au départ, des conditions ou des potentialités objectives et culturelles de confort très acceptables. C'est souvent le manque d'une petite dose d'information et surtout de pédagogie, tout autant que la persistance des maladroites de réhabilitation qui déforment cette réalité en négatif.

La notion de confort reste de nos jours une exigence qui occupe la première place dans les priorités des habitants et par conséquent il faut la gérer avec précision pour réussir la réintégration de l'architecture traditionnelle méditerranéenne.

### **Facteurs psychologiques**

Ils concernent les attitudes, les perceptions, les échelles de valeurs, tant des usagers (mot utile, bien que froidement utilitariste, pour désigner de façon simple, au long du texte, les populations habitant l'architecture traditionnelle méditerranéenne) que des politiques, des entrepreneurs et des professionnels (architectes, techniciens divers). On peut grouper les facteurs repérés selon deux groupes : ceux qui se réfèrent au milieu, à l'espace bâti et aux matériaux et techniques, et ceux qui se rattachent aux modèles et clichés sociaux dominants.

Ce sont surtout ces derniers qui apparaissent, chez les usagers, plus régulièrement et en priorité sur tous les autres, et ceci sans exception, dans tout le Bassin, pour des conditions semblables. Dans la région nord-ouest (France, Espagne et dans une moindre mesure Portugal), des remises en question et des recalages prennent force ces dernières années. Sur les rives sud et est, ceci reste peu significatif. Sur ces rives, où, pour beaucoup de populations paysannes en milieu rural ou péri-urbanisées, la grande ville reste encore l'espace où se concentrent les manifestations les plus spectaculaires de la « modernité », on repère l'association rural/primitif et une aspiration à devenir « urbain ». Le désir de remplacer le bâti traditionnel par du bâti moderne est une dominante. Cela non seulement pour des maisons aux conditions précaires, mais pour des maisons plutôt confortables ou pouvant devenir confortables avec une opération légère. Ainsi cette aspiration n'est pas tant liée aux contraintes physiques du logement qu'aux pressions psychologiques. L'espace habité traditionnel est perçu comme une lourde charge de passé, de démodé, d'archaïque, tandis que le logement moderne incarnerait un bond vers une certaine libération, une certaine émulation aussi du modèle que les « mass media » se chargent d'injecter. Le même effet a lieu avec les matériaux. Aux matériaux traditionnels est associée une idée de dépassé, caduque, tandis qu'aux nouveaux sont associées des idées de progrès, richesse, statut, performance. Pour ce qui est des techniques, c'est encore la même dynamique. Des maçons traditionnels, recyclés dans les nouveaux matériaux et techniques, refusent parfois même l'application des techniques traditionnelles, car elles provoquent chez eux une certaine honte ou ridicule. Cependant, des facteurs psychologiques tels que maison et lignée familiale, symbolique de la

maison et du milieu, des matériaux... retiennent des populations qui s'investissent dans la maison traditionnelle, bien que ce groupe soit trop peu significatif.

*Le tourisme agit comme une opportunité de revitalisation de cette architecture, mais ses sévères effets secondaires ne sont cependant pas toujours maîtrisés*

Dans le même sens, certaines villes, quartiers ou sites acquièrent une force symbolique telle qu'elle déclenche et encadre les décisions et actions politiques, ce qui en garantit une certaine protection.

Nous avons vu que les chantiers de l'architecture traditionnelle bénéficient plutôt peu de l'intervention d'architectes et beaucoup moins d'architectes spécialisés. C'est souvent l'entrepreneur/maçon qui participe de façon non négligeable aux conseils et prises de décisions dans les chantiers de réhabilitation. En général enthousiastes pour le nouveau et la « technique », ils se méfient des performances du traditionnel et adhèrent plutôt au « refaire » qu'au « rattraper ». Fréquemment, c'est la petite et peu agressive intervention qui sera beaucoup moins comprise et appréciée par le propriétaire, et même par le constructeur, qui préfèrent une intervention lourde, perçue alors comme un changement réel, la légère étant, si l'on ose dire, « décevante ». La pédagogie faisant la plupart du temps défaut. C'est ainsi que « le béton est plus résistant que le bois » et « il vaut mieux démolir et répartir de zéro avec du neuf ». Opérations ratées, ou méconnaissance et incompatibilités de matériaux conduisant à de mauvais résultats contribuent à véhiculer un certain nombre de stéréotypes, mythes, préjugés et réflexes. Cette situation est accentuée en général dans le milieu rural. Sur la rive sud-orientale, on retrouve une timide persistance de certains matériaux et techniques traditionnels, tandis que sur la rive nord-occidentale, ils avaient pratiquement disparu et l'on constate des mouvements de réintroduction dans certains domaines. Comme pour les usagers, on retrouve des maçons et constructeurs attachés au symbolisme de certains matériaux. C'est l'exemple de la tuile ronde, de la chaux... Le facteur psychologique reste un facteur à la fois changeant et puissant.

C'est très rarement une seule des pressions analysées jusqu'ici qui s'applique sur le bâti. Dans la majorité des cas, une combinaison de plusieurs pressions exerce ses effets. C'est sûrement les proportions de cette combinaison qui diffèrent selon les régions et les cultures, où des priorités et des valeurs différentes génèrent des réactions/réponses distinctes.

## **LES SITES, OBSERVATOIRE IDEAL ET CHANTIER IRREEMPLAÇABLE**

Quant aux sites retenus au cours du travail, ils sont marqués par deux grands groupes de pressions : celles défigurant petit à petit leurs éléments bâtis à partir de toutes les variantes des processus de transformations présentés, ou celles provoquant de graves bouleversements dans leur urbanisme, dans l'ensemble du bâti lui-même et dans ses relations avec l'environnement, tant bâti que naturel. Elles seraient la conséquence de toutes les grandes pressions et transformations structurelles, analysées au début de ce chapitre.

C'est à travers les sites que l'on se rend compte vraiment des différences d'interprétation du patrimoine architectural, de l'importance ou de l'ignorance accordée à l'architecture traditionnelle et des difficultés de sa gestion dans les différentes régions du Bassin, car des

circonstances et problématiques très particulières y sont installées. Sur les sites, en tant que sujets complexes et complets, beaucoup plus que sur le bâti, en tant qu'élément simple et individuel, on peut surtout percevoir les réussites ou les échecs des programmes et projets municipaux ou nationaux, l'idéologie de ces efforts planifiés et la tendance du cheminement emprunté. Car, sur les sites, tous les grands vecteurs sont présents : les décisions politiques, le cadre législatif et administratif, les ressources publiques, les intérêts privés, les attentes collectives... Autant de nuances importantes, que le CD Rom annexé permettra d'approcher avec un détail et une précision locale plus importants.

Un phénomène est en train cependant de véhiculer une certaine homogénéisation superficielle sur les gestes. C'est le tourisme. En effet, ce flux de visiteurs à la recherche de localité découvre la potentialité de l'architecture traditionnelle et de ses sites. Ainsi la récupération du bâti et des sites, en tant qu'actif de l'offre touristique, en tant que capital que l'on peut rentabiliser, prend partout des allures semblables. Les différences se manifestent surtout dans la profondeur des opérations, dans la rigueur, dans la participation/adhésion et dans les investissements.

Certes, si le tourisme agit comme un grand « revitalisateur » de l'architecture traditionnelle, il n'est pas moins vrai qu'il peut devenir aussi un grand prédateur, s'il n'est pas bien orienté et s'il n'existe pas des structures solides de protection du patrimoine. Ces résultats indésirables sont présents partout en Méditerranée et n'ont pas épargné régions et cultures. Certaines impostures, impertinences se greffent sur la vitalité naturelle et favorisent des caricatures et des « folklorismes » qui contribuent à la confusion et à l'anecdote – voire à une certaine « déculturation » – dans la connaissance et la perception de l'architecture traditionnelle méditerranéenne.

Les sites qui deviennent uniquement produits de consommation touristique intensive – où toutes les autres activités sont sacrifiées et abandonnées – souffrent souvent d'une certaine dédynamisation sociale, d'une érosion exagérée et parfois ne deviennent guère plus qu'un décor animé de façon saisonnière.

D'autre part, continuent toujours d'exister un nombre important (des milliers) de sites abandonnés qui dérivent vers la ruine et un nombre aussi important de sites qui continuent à se dépeupler et tendent à l'abandon.

C'est dans les sites que l'on peut retrouver aussi, au-delà des transformations matérielles, les inquiétudes et les soucis de leurs populations, de leurs élus et des concepteurs des interventions, en général des architectes.

On constate que l'on apprend très peu des échecs précédents qui ont eu lieu sur d'autres rives méditerranéennes. Ainsi il est fréquent de retrouver les mêmes erreurs répétées ici et là. Un manque de communication, d'information et d'échange d'expériences est évident. Dans le sens inverse, l'obstination dans l'application calquée de solutions importées, sans être adaptées aux réalités locales, signifie une source de mauvais résultats. Une certaine impuissance est ressentie sur les lieux, que ce soit de la part des autorités ou des architectes. Le manque d'anticipation oblige à gérer des situations très lourdes et difficiles, dans des états de dégradation avancés. Une vivacité insuffisante dans l'information et la formation induit des décisions et des gestes souvent impertinents ou simplement faux. Tout cela conduit à de trop nombreuses opérations très moyennement réussies, parfois même ratées. Ceci provoquant des découragements, la décroissance des investissements publics et surtout, ce qui est plus dangereux, la

génération de mythes et préjugés sur l'incapacité de l'architecture traditionnelle à être réintégrée aux réalités actuelles.

Dans les pays ayant une plus longue tradition dans la protection du patrimoine en général, mais surtout de l'architecture traditionnelle en particulier, ces erreurs seraient, proportionnellement, moins fréquentes et les résultats négatifs mieux amortis et minimisés du fait : d'une expérience cumulée importante, d'une formation spécifique plus poussée, d'un cadre législatif plus adéquat et d'une sensibilisation, tant politique que sociale, notablement accrue. Dans les autres pays, la vitesse et la dimension des événements et des besoins rendent difficiles l'anticipation des problèmes, et surtout la préparation des politiques et des compétences. Le manque de ressources est un autre handicap majeur, signalé avec insistance, surtout par les pays des rives sud et orientale.

*Le droit de s'adapter aux réalités changeantes appartient à l'architecture traditionnelle. On pourrait cependant mal accepter qu'un exercice pervers de ce droit provoque sa mort*

Ceci dit, nous devons souligner le poids de l'activité du secteur de la réhabilitation partout en Méditerranée et la tendance nette à sa croissance. Croissance du marché de la réhabilitation, bien que celle-ci ne se superpose pas exactement – c'est d'ailleurs le cas trop souvent – avec une croissance proportionnelle de la pertinence et de l'efficacité des actions menées, en particulier dans l'architecture traditionnelle. Il est toutefois certain que le développement de ce secteur ouvre des possibilités à l'architecture qui nous occupe. En particulier, s'éveille ou se développe, selon les régions, une attention chaque fois plus perceptible, bien qu'encore faible dans certains pays, sur l'architecture traditionnelle. Un nombre non négligeable de réalisations réussies est réparti inégalement dans le Bassin. Des programmes sont mis en place avec plus ou moins d'intensité et de densité dans toute la région. On observe qu'un besoin de communication est ressenti et que le développement d'un partenariat solide commence à faire son chemin et devra être renforcé et étendu. Cela constitue peut-être le grand objectif et le grand espoir pour rentabiliser les efforts et les savoirs, comme pour enraciner les droits et les valeurs de l'architecture traditionnelle méditerranéenne. A contrario, un aspect positif constaté dans tout le Bassin est la rapidité et l'adhésion que les opérations réussies provoquent parmi la population, aussi bien que chez les décideurs politiques et chez les techniciens. Elles deviennent des exemples convaincants, pénétrant très bien dans tous les tissus et ayant une force pédagogique considérable. C'est là une leçon qu'il faudra exploiter.

Cependant il est sûr qu'aujourd'hui encore les secteurs activement protégés du parc – réhabilités/réintégrés – représentent un volume inférieur à celui qui se perd ou qui se dégrade. Le termitage de l'architecture traditionnelle continue d'être important. Le renforcement des programmes de réhabilitation dont nous venons de parler et leur multiplication devront contribuer à inverser la tendance.

Ce chapitre observe et analyse les transformations de l'architecture traditionnelle méditerranéenne, sans doute sous un angle, un calage qui associe transformation à dégradation. Cela ne signifie pas une lecture en biais, tendancieuse. Cette correspondance est consciente afin de faire émerger tous les aspects non souhaités et négatifs d'une transformation traumatique et brutale de l'architecture traditionnelle. Cet angle de vue est conscient, car il représente la tendance la plus générale et la plus grave – donc celle qu'il nous

intéresse de déceler, de faire ressortir ici pour pouvoir la corriger, la recalculer. Mais ce calage n'est ni exclusif ni monochrome. Nous avons souligné en effet dans cet ouvrage que la transformation cohabite depuis sa naissance avec le bâti lui-même et l'accompagne au long des siècles. La transformation, à la proportion, à la cadence et dans le sens adéquats, est un signe sans équivoque de vitalité. C'est-à-dire qu'à ce bâti appartient le droit de s'adapter aux réalités changeantes et nouvelles.

## Notes :

- (1) La Production de l'espace, Henri Lefebvre, Anthropos, 1981.
- (2) Environnement et développement, A. et Y. Bénachenchou, Edisud, 1998.
- (3) Le taux de renouvellement des générations est estimé généralement à 2,1 enfants par femme en âge de procréer. Sur la rive nord, des taux de fécondité inférieurs étant enregistrés (Italie, 1,37 en 2000 ou Grèce, 1,59).
- (4) Ces changements dans la composition de la population ne se sont pas faits sans conséquences sur les savoir-faire traditionnels ou leur transmission : « ... un grand prestige s'attachait autrefois aux personnes de grand âge, considérées, à juste titre, comme dépositaires d'un savoir, d'une expérience, d'une sagesse, dont la transmission ne pouvait guère se faire que sur le mode oral et direct [...] l'évolution et le renouvellement de la pensée et de la technique étaient extrêmement lents... » Démographie sociale, Roland Pressat, PUF, Le Sociologue, 2<sup>e</sup> éd, 1978.
- (5) Les migrations n'étaient pas un phénomène nouveau en Méditerranée ni dans les sociétés traditionnelles : « ... la mobilité sociale fut une caractéristique constante dans la société traditionnelle... » The World we Have Lost – Further Explored, Peter Laslett. Aussi bien l'expansion démographique que migration ont été deux phénomènes connus depuis l'Antiquité dans le Bassin où les exemples de migrations sont nombreux, constants : vallée du Nil, Carthage,...
- (6) « ... la campagne devient techniquement surpeuplée [...] selon les cultures, une famille de deux ou trois membres en âge de travailler pouvait exploiter de 5 à 10 ha. Aujourd'hui les grandes exploitations céréalières mécanisées traitent de 250 à 300 ha avec trois hommes », Géographie sociale du monde, Pierre George, PUF.  
Cette taille d'exploitation familiale décrite par P. George coïncide avec celle que nous avons repérée en Tunisie (région de Goubélat) où la fourchette se situe entre 3 ha et 12 ha et est considérée exceptionnelle à partir de 20 ha. Ce processus de mécanisation et « technification » de l'agriculture est très lisible encore par exemple en Turquie (40 000 tracteurs en 1955, 672 000 en 1989, cit. in Environnement et Développement, A. et Y. Bénachenchou, Edisud, 1998).
- (7) La « révolution urbaine » est apparue très tôt en Méditerranée : déjà au IV<sup>e</sup> millénaire av. J.-C., un tel phénomène avait lieu en Mésopotamie ou dans la vallée du Nil. En ces temps-là pourtant, c'était justement l'organisation de l'espace agricole et l'essor de l'agriculture qui déclenchaient de tels changements.
- (8) Estimation de la FAO pour la période 1980-2000, dans le monde : 1,4 milliard d'hectares.
- (9) Partout dans le Bassin, il est devenu impossible de tracer des contours aux villes. Paysage urbain, agricole et infra-structures forment un conglomérat complexe. Des exemples à partir de grandes villes (les métropoles d'Istanbul ou du Caire) ou à partir de régions très habitées (Côte d'Azur en France ou le littoral espagnol) jalonnent la Méditerranée, évoquant ceux que plusieurs auteurs ont suggérés comme la Méditerranée-ville ou la métropole méditerranéenne. Cela n'a pas lieu sans péage : le rapport du PAM 1997 signale 109 « sites critiques » avec des effets négatifs sur la santé publique, la qualité de l'eau potable, les loisirs, la vie aquatique,...
- (10) Si l'eau, et le reste des questions sont ignorés pour décider des localisations, elle devient chaque jour une ressource de plus en plus rare et critique pour le développement des populations aussi bien que de son agriculture et son économie. Les différences sud-orientales et nord-occidentales sont là aussi très importantes (ressources renouvelables en eau, km<sup>3</sup>/an : Nord 860, Est 213, Sud 106), Institut méditerranéen de l'eau, 1995.
- (11) Démographie sociale, Roland Pressat, PUF, Le Sociologue, 2<sup>e</sup> éd, 1978.
- (12) « La forte fréquentation et la spéculation foncière de certaines portions du littoral posent de difficiles problèmes de gestion et d'arbitrage entre les différentes activités du littoral méditerranéen », Les Espaces littoraux dans le monde, L. Marrou, I. Sacareau, Doc. Géophys, 1999.
- (13) Cette pénétration qui signifie pression sur le paysage et accélération de l'urbanisation – mettant en évidence la forte saturation du littoral – aura d'importantes répercussions, probablement d'ailleurs en tous sens, sur l'architecture traditionnelle. Ce serait le moment d'anticiper. La Corse alerte sur cette tendance : de 1973 à 1983 son urbanisation a augmenté de 17,6 % sur la bande 0-1 km, de 18,6 % sur celle de 3-5 km et un très significatif 40,2% sur celle d'1-3 km. Ministère de l'Environnement. Cité dans Atlas ambiant de la Méditerranée, op. cit.
- (14) L'Économie mondiale dans les années 80, La Découverte, Paris, 1989.
- (15) « ... Terme ambigu " modernisation " ne signifie pas progrès, meilleures conditions d'existence, mais seulement apparition de conditions nouvelles... » Les Pays sous-développés, Yves Lacoste, PUF, 7<sup>e</sup> éd, 1984. Les effets positifs et négatifs de ces conditions nouvelles n'étant en aucun cas un fait acquis, mais le résultat de la façon de les gérer ou de les intégrer. Ce fait peut être bien constaté dans plusieurs régions avec des gens abandonnant une maison et un milieu bien plus confortables que les nouveaux cubiques qu'ils partent habiter.
- (16) En Occident, l'idée de confort découle sûrement de la domesticité et de l'intimité, affirmées à l'époque bourgeoise : « Ah ! rien de vraiment plus confortable que de rester à la maison », Emma, Jane Austen, 1775-1816. Cette « découverte » est certainement antérieure pour l'Orient méditerranéen.